

lui disaient, que si elle ne s'arrêtait pas dans la voie qu'elle suivait la guerre civile allait remplacer les luttes constitutionnelles.

La question de l'esclavage fut posée par la candidature de M. Lincoln. L'élection d'un démocrate eut été facile, si le Sud ne s'était pas divisé; sur 4,500,000 suffrages, M. Lincoln n'en a obtenu que 1,500,000.

La crise aurait pu même être retardée, si au lieu d'un homme inconnu et médiocre, comme M. Lincoln, on eut élu un homme d'une longue expérience politique, comme M. Seward; mais les *politiqueurs* ne le voulurent pas. L'aveuglement fut général. Dieu avait marqué la limite fatale de la prospérité des Etats-Unis.

Cet aveuglement était tel qu'une partie du commerce de New-York signa une adresse au peuple, dans laquelle on disait que le seul moyen d'assurer à jamais la prospérité et la paix des Etats-Unis, c'était de voter pour Lincoln.

Le 10 novembre, la Caroline convoque une convention et appelle 10,000 hommes sous les armes.

La ruine financière commence, toutes les banques suspendent leur paiement, sauf celle de New-York; malheureusement les spéculateurs de New-York la dissimulent et maintiennent, par des manœuvres de bourse, une prospérité factice. C'est un malheur, car si la ruine publique avait suivi sa pente, sans temps d'arrêt, la crise née d'une question d'argent eût été évitée par l'interruption décisive des intérêts mis en péril.

Mais rien ne put arracher l'esprit public à sa trompeuse sécurité, et à l'empire fatal des *politiqueurs*. Après chaque événement on se contenta de dire: "Ça ne peut pas durer." L'esprit public profondément troublé ne pouvait recouvrer son équilibre et son bon sens.

Le Sud et les hommes modérés du Nord firent de grands efforts de conciliation; et c'est une justice à rendre à Jefferson Davis qu'il lutta jusqu'au dernier moment pour empêcher une rupture définitive. Pas moins de 60 projets de compromis furent soumis et discutés; ce qui faisait dire à un diplomate: "Le poisson est bon, mais je vois préparer tant de sauces, que j'ai peur que les cuisiniers ne s'entendent pas."

La crise suivit son cours. Le fait le plus remarquable et le plus décisif fut peut être la séparation de la Louisiane. La Louisiane est, comme le Canada, un pays profondément Français.

Elle a gardé toutes les qualités de son origine. La Louisiane hésite avant de prendre les résolutions décisives; mais lorsqu'elle les prend, elle en prévoit toutes les conséquences, elle est résolue d'y entrer toute entière et de les défendre coûte que coûte.

Les premières paroles du nouveau Président prouvèrent qu'il n'était pas à la hauteur de la situation et qu'il ne la comprenait pas. La crise lui semblait, comme à tant d'autres, une crise artificielle, il ne voulait pas de concessions au Sud. Il s'en tenait à la *plateforme* de son parti.

Les *plateformes* avaient remplacé les principes. Pour les *politiqueurs*, les *plateformes* des partis étaient tout, le pays n'était rien. M. Lincoln avait, comme tous les *politiqueurs*, une confiance illimitée dans la *plateforme* de son parti, et s'imaginait qu'elle contenait le salut de la patrie. Ceci rappelle une anecdote. Un orateur faisait un discours électoral. Ce discours contenait tout ce que contiennent d'habitude les discours de ce genre, un peu de constitution, beaucoup d'union, quelques drapeaux étoilés et autres ingrédients populaires. L'orateur ayant placé la constitution sur la *plateforme*, s'écria d'une voix tonnante: "La constitution durera autant que cette plateforme." Au moment où il disait cela, en frappant la *plateforme*, elle s'écroula, emportant dans sa chute la constitution et l'orateur. *Plateforme* et constitution devaient en effet s'écrouler en même temps.

Pour composer son cabinet M. Lincoln pouvait choisir entre deux éléments, les hommes modérés du parti républicain ou les hommes violents. Il préféra satisfaire tous ses partisans au risque de perdre la situation, il fit entrer les deux éléments dans le cabinet. Au lieu de convoquer lui-même une convention de tous les Etats-Unis pour remettre en leurs mains le sort de la patrie en danger, ce qui aurait eu infailliblement pour résultat l'adoption

d'un compromis et la pacification, il déclara simplement qu'il accepterait une pareille convention si on la convoquait. Le sentiment du danger était enfin partout, mais ce qui manquait, c'était l'initiative de la pacification. Cette initiative appartenait au Président. Il ne la comprit pas ou ne voulut pas la comprendre.

Dans une pareille situation, et avec de tels hommes au pouvoir, la guerre était inévitable.

Elle éclata. On connaît le premier acte d'hostilité, l'attaque et la chute du fort Sumter. Ici se place un incident émouvant. C'était le 13 avril 1861, un vendredi et un 13. D'heure en heure, les journaux recevaient des dépêches télégraphiques contradictoires. Les unes disaient que le feu allait s'ouvrir, les autres que non. Cela dura toute la nuit. Enfin, à 3 heures, arriva une dernière dépêche contenant ce simple mot: "Guerre."

On m'a accusé, dit l'orateur, d'être sécessionniste: eh bien! je puis dire que personne, peut-être, dans l'union, n'a ressenti une plus profonde émotion que moi en lisant ce mot terrible. Spectateur presque désintéressé des prospérités de ce grand peuple, je m'étais habitué à compter pour lui sur une large part des bienfaits de la Providence et sur un immense avenir; en le voyant entrer dans un abîme dont Dieu seul connaît le fond, j'ai éprouvé une des plus grandes douleurs publiques de ma vie. J'ai comme senti sur mon âme le poids de cette grande chute.

On a dit qu'une indignation générale avait éclaté à la nouvelle de l'attaque du fort Sumter; cela est inexact. Le sentiment public n'est pas sorti des bornes de ses excitations ordinaires, d'une agitation presque enfantine. La ville de New-York s'est subitement parvoisée de drapeaux, non pas à mi-mat comme on l'aurait compris, mais de drapeaux fièrement déployés dans les airs. Et l'improvisation d'une armée a commencé!

Ce n'est que quelques jours après, que le sentiment public s'est élevé au dessus de son niveau ordinaire, et que le *Herald*, qui avait publié, la veille, deux articles en faveur du Sud, devenait l'organe fougueux du sentiment public en faveur de l'Union et tonnait contre le Sud.

Ici l'orateur suspend le récit des faits pour examiner, qui a tort du Nord ou du Sud, ou plutôt les torts respectifs du Nord et du Sud.

(A continuer.)

*Les veillées Canadienne*; traité élémentaire d'agriculture, par F. M. F. Ossaye. 1 vol. in-12o br., 20 cts.

*Traité élémentaires de Botanique*, par l'abbé L. Provancher, curé de St. François, Montmorency, ouvrage illustré de plus de 80 gravures sur bois. 1 vol. in-12o br., 40 cts.

*Les servantes de Dieu en Canada, 1853*. Essai sur l'histoire des communautés religieuses de femmes de la province, par C. de Laroche-Héron, in-8o br., 25 cts.

*Catéchisme Politique*; ou éléments du droit public et constitutionnel du Canada mis à la portée du peuple, par A. Gérin-Lajoie, in-8o br., 25 cts.

*Le foyer Canadien ou le mystère dévoilé*. Nouvelle du jour de Noël, par Maple Knob, (traduit par H. Emile Chevalier) in-8o br., 25 cts.

*Dictionnaire Historique des Hommes Illustres du Canada et de l'Amérique*, par Bibaud, Jeune, président général de l'Institut polytechnique. Docteur-Honoraire de la Faculté des Droits de l'Université de St. Jean de New-York. Professeur de Législation au Collège Ste. Marie, etc. En 8 livraisons, broché 60 cts. relié \$1.

Des Presses à air dilaté d'Euèbe Sénécal, 4, Rue St. Vincent, Montréal.